mayourisante973@gmail.com

LE COUVRE-FEU A T-IL VRAIMENT FAIT SES PREUVES EN GUYANE ?

A l'heure où ce dispositif liberticide controversé est en train de se développer sur l'ensemble du territoire français, il convient de s'interroger sur le bien fondé de cette mesure.

Deux jours avant l'annonce par le Président de la République française de l'extension du couvre-feu à plusieurs grandes villes de France, nous avons découvert la pré-publication d'une étude prétendant montrer l'efficacité du couvre-feu sur le développement du coronavirus en Guyane. Cette pré-publication qui a une valeur scientifique limitée, car n'étant pas encore validée par la communauté scientifique, est à nos yeux largement contestable à cause d'au moins deux biais importants.

Tout d'abord, nous constatons que cette étude évalue l'efficacité du couvre-feu en se basant sur l'évolution du taux de reproduction (R0) en Guyane. Or la variation de ce taux dépend du nombre de cas dépisté quotidiennement et par conséquent des capacités de dépistages. Entre la fin juin et la mi-juillet, la Guyane a connu un pic de contamination très important (>1/10 000ème de la population nouvellement dépistée positive chaque jour, ce qui représenterait environs 75 000 cas positifs en 24h à l'échelle de la France). La capacité des tests PCR en Guyane est restée limitée ne dépassant que rarement 1 000 tests par jour. Il est donc très probable que les données épidémiologiques soient restées très en deçà de la réalité.

C'est d'ailleurs ce que semble montrer l'étude « Epi Covid » menée par l'Institut Pasteur, qui a évalué, à l'aide de dépistages sérologiques, le nombre de personnes infectées début juillet en Guyane. Les résultats sont éloquent, avec 15% de la population contaminée et des pics à plus de 25% à Cayenne ; cela représente un cumul d'environ 45 000 personnes contaminées en Guyane au début du mois de juillet quand les tests de dépistage PCR en ont dépisté 10 fois moins, soit 4 200 cas cumulés officiellement au 1er juillet.

Ainsi, estimer l'efficacité du couvre-feu en s'appuyant sur l'évolution du R0 est scientifiquement très contestable.

L'autre biais majeur que nous constatons, concerne la période de l'étude du couvre-feu. Selon cette étude c'est l'application de mesure restrictives à compter du 25 juin 2020 qui a restreint l'évolution du Coronavirus (couvre-feu à 17h en semaine et du samedi 13h au lundi matin 5h, combiné au confinement stricte de 23 quartiers).

Or, ce que nous constatons c'est que le couvre-feu est en application en Guyane depuis le 11 mai 2020 et qu'il n'a jamais empêché le développement rapide de l'épidémie à partir de la fin mai 2020. En revanche, nous constatons également que

suite à notre mobilisation, la Préfecture a consenti à rendre obligatoire le port du masque en Guyane à compter du 24 juin 2020. Il nous paraît donc très contestable d'affirmer que la réduction de la dynamique épidémique est liée à l'application du couvre-feu alors que sa date d'application ne correspond pas à la période étudiée.

Il apparaît ainsi que contrairement au tapage médiatique organisé par le gouvernement français, le couvre-feu en Guyane est loin d'avoir fait ses preuves. Pire, à l'issue de l'état d'urgence sanitaire mi-septembre, le Préfet de Guyane a prolongé le couvre-feu sans aucune justification légale.

Nous maintenons que la gestion de l'épidémie par l'état français et ses services en Guyane a été catastrophique. Ce fut d'abord l'incapacité de contrôler les voyageurs arrivant d'Europe, entraînant l'importation de nombreux cas sur notre territoire. Puis, la décision absurde de lever le confinement le 11 mai en Guyane alors que l'épidémie était extrêmement menaçante à notre frontière brésilienne.

Enfin, nous avons connu toute une série d'expérimentation avec le couvre-feu, l'interdiction d'achat d'alcool à partir de 18h ou encore la volonté de mettre en place un centre d'expérimentation clinique. La jeunesse de la population guyanaise à sans doute permis de limiter le nombre de morts en Guyane, mais l'application de la même gestion au niveau de la France aurait probablement eu des conséquences désastreuses se décomptant en millier de morts !

Sept mois après le début de cette crise sanitaire sans précédent, la Covid-19 est toujours présente – quoiqu'on en dise - sur le territoire. C'est pourquoi, le Mayouri Santé Guyane appelle une nouvelle fois les gouvernances locales et nationales à considérer que la santé n'a pas de prix, à prendre les décisions qui permettront de protéger la population.

Très concrètement, nos revendications sont toujours à l'ordre du jour : masques gratuits, dépistages coordonnés, moyens humains à hauteur des enjeux (hôpitaux et dispensaires), création d'un CHU...

Le collectif Mayouri Santé Guyane,
le 20 octobre 2020